

OTC

1. Mémoire des Arméniens de France pour la Postérité

30 avril 2021

Par Nersès Durman-Arabyan

DE LA RECONNAISSANCE DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS : UN ARBRE QUI CACHE LA FORÊT ?

Nous pouvons considérer que cette date du 24 avril 2021 marque un tournant crucial dans l'histoire arménienne avec la reconnaissance par le Président des États-Unis du génocide des Arméniens, déclaration qui suscita immédiatement le courroux de la Turquie en la personne de Recep Tayip Erdogan. Quels enseignements devons-nous tirer de cette prise de position ? Tout d'abord, bien que cet événement soit majeur, il arrive cependant très longtemps après la première reconnaissance du génocide par un pays tiers, celle de l'Uruguay en 1965 et vingt ans après celle de la France. Pourquoi aura-t-il fallu plus de 100 ans pour que cette déclaration soit faite ?

Cette initiative forte du Président américain est-elle d'une importance si colossale ? Nous serions tentés de répondre par l'affirmative parce que la Turquie est membre de l'OTAN et donc directement affiliée aux États-Unis. Seulement en quoi ces reconnaissances successives sont-elles primordiales pour arriver à terme à faire reconnaître par la Turquie la réalité de ce génocide trop longtemps nié ? En France, la loi de 2001 reconnaissant « officiellement le génocide arménien » fut votée après de longs atermoiements, et ce n'est qu'au prix d'une implication massive des partis politiques et des syndicats français que l'adoption de cette loi fut effective. Il faut rappeler que l'association MAFP fut l'une des premières, pour ne pas dire une des seules au départ, à réclamer que les partis politiques soient impliqués dans ce processus de reconnaissance contrairement à certains leaders arméniens qui s'obstinaient à dire que la question arménienne devait être réglée par les seules forces arméniennes.

Force est de constater que s'entêter à s'enfermer dans sa propre coquille en ne voulant pas

s'intégrer dans les structures politiques, administratives et sociales des pays dans lesquels nous sommes citoyens, nous relègue à des positions de faiblesse et de quémandeurs. N'aurions-nous pas obtenu plus tôt ces reconnaissances de pays tiers si nous avions été plus puissants ? N'aurions-nous pas obtenu une aide massive pour l'Arménie lors de la guerre d'Artsakh, si nous avions été des partenaires incontournables ? La faiblesse de l'Arménie réside dans la faiblesse de sa diaspora, nous ne sommes qu'une minorité larmoyante se posant en victime, alors que nous devrions être des combattants prêts à exiger de la part des gouvernants des pays tiers des actes et non des paroles, des soutiens réels au lieu de pseudo marques d'amitié. Il faut maintenant aller au-delà des déclarations d'intention, des aides humanitaires, qui sont certes nécessaires mais masquent le plus important : le respect des Droits de l'homme.

Aucune de ces belles annonces ne sont coercitives pour la Turquie et l'Azerbaïdjan qui perpétuent un génocide commencé en 1915. Il ne faudrait donc pas que cette parole forte des États-Unis occulte le plus important aujourd'hui, à savoir traduire en justice les criminels de guerre turc et azerbaïdjanais en les personnes d'Erdogan et Aliiev pour les crimes contre l'humanité commis en Artsakh entre septembre et novembre 2020. Il ne faudrait pas oublier, qu'au mépris des règles internationales, les prisonniers de guerre arméniens croupissent toujours dans les geôles de Bakou.

Certes, les Arméniens sont heureux et soulagés par la prise de position de Joe Biden mais ils attendent encore celles d'Israël et du Royaume-Uni, deux états qui soutiennent et financent l'armement de Bakou et d'Ankara.

2. Le Monde

4 mai 2021

DIALOGUE DE SOURDS, ET SANCTIONS CROISÉES ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE

(Veuillez consulter l'article en pièce jointe)

[3. Justiceinfo.net](#)

04 mai 2021

[Ce qui a mené Joe Biden à reconnaître le génocide des Arméniens - JusticeInfo.net](#)

CE QUI A MENÉ JOE BIDEN À RECONNAÎTRE LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

Le 24 avril, le président des États-Unis a officiellement qualifié de génocide le crime commis contre les Arméniens par le mouvement des Jeunes-Turcs en 1915. Cette reconnaissance marque la détérioration de la relation de l'Amérique avec la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan. Et fragilise un peu plus le déni turc, rendu de plus en plus intenable par les travaux des historiens.

« Le peuple américain rend hommage à tous ces Arméniens qui ont péri dans le génocide qui a commencé il y a 106 ans aujourd'hui. » Le 24 avril, ces mots sont venus ponctuer une déclaration historique de la Maison Blanche. Cent jours après sa prise de fonction comme président des États-Unis, le démocrate Joe Biden a tenu à marquer sa rupture avec ses prédécesseurs qui, chaque année, évitaient soigneusement d'utiliser le « G word » (G pour génocide) pour ne pas froisser la Turquie. C'était le cas de Donald Trump, très bienveillant pendant tout son mandat à l'égard des bravades du président turc Recep Tayyip Erdogan. Mais aussi de Barack Obama, dont Biden était le vice-président de 2009 à 2016, et qui n'a jamais franchi le pas, par crainte de compromettre l'alliance avec Ankara au sein de l'Otan.

La communauté arménienne des États-Unis, qui compte plus d'un million de personnes, pour la plupart descendants de rescapés du génocide de 1915, a accueilli cette reconnaissance avec soulagement. Leur pays rejoint la trentaine d'autres qui s'étaient déjà prononcés sur cet épisode douloureux, sous la pression des organisations arméniennes. « Joe Biden refuse la règle du bâillon de la Turquie », a réagi le Comité national arménien d'Amérique (ANCA), l'une des

principales associations représentatives de la diaspora. Pendant des décennies, ses revendications se sont heurtées à un puissant lobbying turc à Washington. Ankara, qui nie le caractère génocidaire des massacres commis par le gouvernement Jeune-Turc en 1915, a dépensé des millions de dollars en campagnes de communication pour propager ses propres thèses. Pour le centenaire, en 2015, la Maison Blanche s'était contentée d'évoquer « les atrocités de 1915 ». Cette année-là, pourtant, plusieurs pays les avaient définies comme un génocide, à commencer par l'Allemagne. Alliée de l'empire ottoman pendant la Première guerre mondiale, celle-ci reconnaissait même sa complicité, rendant plus difficile sa contestation.

TURBULENCES DANS LES RELATIONS ENTRE WASHINGTON ET ANKARA

Si Biden a enfin utilisé le terme de génocide en 2021, c'est avant tout parce que le contexte politique lui est favorable. Le Congrès américain avait déjà pris position dans ce sens fin 2019. La Chambre des représentants et le Sénat ont alors successivement adopté, à l'unanimité, une résolution appelant à « *commémorer le génocide arménien* » et à « *rejeter les tentatives d'associer le gouvernement américain à la négation du génocide arménien* ». Un tel texte avait été auparavant bloqué à plusieurs reprises au Sénat par des alliés républicains de Trump, notamment en novembre de la même année, juste après une visite de Erdogan.

Cette rupture sémantique vient confirmer que les relations entre les États-Unis et la Turquie traversent une période de fortes turbulences. Depuis 2016, leur alliance militaire stratégique a été mise à mal avec l'achat par Ankara de missiles russes S400 et son exclusion du programme de développement des avions américains F-35. La méfiance s'est installée. Le pouvoir turc a suspecté Washington d'avoir soutenu la tentative de coup d'État de juillet 2016 orchestrée, selon lui, par le prédicateur Fethullah Gülen, exilé en Pennsylvanie, et il s'est rapproché de Vladimir Poutine.

Dès son entrée en fonction, la nouvelle administration américaine a montré sa fermeté. Son premier geste fort a été la nomination comme conseiller pour le Moyen-Orient de Brett McGurk, ex-envoyé spécial pour la coalition anti-djihadistes en Syrie, *persona non grata* en Turquie qui le considère comme un

soutien des « terroristes » kurdes. Le 19 avril, trois sénateurs démocrates ont aussi réintroduit un texte législatif visant à condamner les atteintes aux libertés fondamentales en Turquie. « Le laisser-passer délivré par la présidence Trump à Erdogan pour commettre des violations a officiellement expiré », a lancé le sénateur Edward Markey.



« LE RÉSULTAT NORMAL D'UNE POLITIQUE ERRONÉE »

Les protestations de rigueur de la diplomatie turque, comme chaque fois qu'un pays ou une institution se prononce sur cette question de 1915, ont semblé cette fois plus timorées. L'ambassadeur turc à Washington n'a pas été rappelé. Et le président turc est resté plus mesuré qu'à l'accoutumée dans ses réactions. Il sait que sa marge de manœuvre est réduite. À mesure que les années passent, le négationnisme d'État de la Turquie devient de moins en moins audible. C'est ce qu'a fait remarquer Namık Tan, ancien ambassadeur de Turquie à Washington :

« La reconnaissance, aujourd’hui, par les États-Unis des événements de 1915 comme un génocide est le résultat normal d’une politique erronée, menée depuis longtemps par la Turquie, ce qui a contribué à son isolement dans le monde », a commenté cet ancien diplomate de carrière, reconnu comme l’un des plus brillants de sa génération.

L’administration américaine fait aussi le constat d’une radicalisation d’Ankara sur la question arménienne comme sur beaucoup d’autres. Après une période d’ouverture, de 2005 à 2013, pendant laquelle la parole a commencé à se libérer en Turquie et le génocide arménien à être débattu dans les médias et les universités turcs, la parenthèse s’est refermée. Quelques jours avant la déclaration de Biden, le directeur de la communication d’Erdogan, Fahrettin Altun, a organisé une conférence au Palais présidentiel, rassemblant la fine fleur des négationnistes, défendant des thèses pourtant largement battues en brèche. Depuis qu’il s’est allié avec le parti ultranationaliste d’extrême droite, après 2015, le président Erdogan est revenu à des positions hostiles vis-à-vis des Arméniens et sur leurs demandes de justice. La récente guerre dans le Haut-Karabakh a encore jeté de l’huile sur le feu. L’Azerbaïdjan, appuyé par la Turquie, s’est lancé à l’automne dernier dans une reconquête de cette province du Sud-Caucase, région qu’il dispute à l’Arménie depuis son indépendance en 1991. Cette campagne victorieuse a été suivie d’un défilé triomphal à Bakou, en présence d’Erdogan, ce dernier se laissant aller à un vibrant éloge des Jeunes-Turcs. Impossible de ne pas relier ces événements au génocide de 1915 et à l’impunité qui l’a suivi depuis plus de cent ans.

LES AVANCÉES CONSIDÉRABLES DES HISTORIENS

Cela n’empêche pas « le mur du déni » de s’effriter progressivement en Turquie. Le député d’origine arménienne Garo Paylan, élu du parti pro-kurde HDP, estime que ce qui comptera, au final « c’est la reconnaissance par le parlement turc ». Et il espère qu’elle arrivera. « *Le jour où la Turquie affrontera le génocide arménien, peu importe ce que diront les autres parlements. Le génocide arménien a été le sujet d’autres pays, d’autres présidents, parce qu’il a été nié pendant 106 ans.* » Et si Ankara a pu semer le doute, grâce à l’intervention d’éminents historiens tels que le Britannique Bernard Lewis, professeur émérite à l’université de Princeton et proche des milieux néo-conservateurs américains, il

devient aujourd'hui difficile de nier des faits chaque année plus étayés. La recherche sur l'extermination planifiée des Arméniens à la fin de l'empire ottoman a fait des avancées considérables ces vingt dernières années. Et, dans une immense majorité des cas, les chercheurs qui se sont emparés de cette question sont turcs, à l'image de l'historien Ümit Kurt, auteur d'une histoire des Arméniens d'Aintab (Gaziantep). Un autre historien turc, Taner Akçam, l'un des pionniers des « genocide studies » et professeur à l'université Clark, près de Boston, a lui aussi fait reculer le négationnisme. En 2019, il a publié [« Ordres de tuer »](#), un ouvrage qui analyse des télégrammes codés envoyés par Talaat Pacha, l'architecte du génocide de 1915, et qui établit la préméditation et la planification des massacres.

La prise de position de Biden ne rend le déni d'Ankara qu'un peu plus difficilement tenable.

4.Valeurs Actuelles

1 mai 2021

Par Jean-Marc Albert

LA RECONNAISSANCE DU GENOCIDE DES ARMÉNIENS PAR BIDEN FACE AU NÉGATIONNISME TURC

En reconnaissant officiellement le génocide des Arméniens, le président américain Joe Biden n'a pas seulement abîmé un peu plus les relations entre les États-Unis et la Turquie, mais s'en prend aux fondements mêmes de l'État turc moderne dont la matrice politique est issue des violences de masse des débuts du XXe siècle, rappelle l'historien Jean-Marc Albert.

Obama avait fait la promesse de reconnaître officiellement le génocide des Arméniens. Comme beaucoup d'autres, il ne l'a pas tenu. Biden, son ancien vice-président, l'a fait, à la surprise générale. Si le nouveau dirigeant démocrate s'est gardé d'associer au crime le mot « turc », le fait est suffisamment important pour ne pas être relevé. Il permet de jeter un regard distancié sur la première extermination de masse de civils au XXe siècle et d'éclairer les raisons qui poussent le pouvoir turc à entretenir un négationnisme officiel. Les écoliers stambouliotes sont ainsi encore invités à visiter un musée évoquant des massacres commis par les... Arméniens ! Le travail de Taner Akçam, *Ordres de tuer. Arménie, 1915*, confirme pourtant l'intention génocidaire du pouvoir turc. Le déni des autorités publiques, Erdogan en tête, ne vise pas tant à occulter les responsabilités étatiques de la « Grande catastrophe » que les motivations d'un crime fondateur de l'identité turque moderne. Une telle reconnaissance de leur part mettrait en péril la légitimité historique du régime actuel.

Pour enrayer le déclin de l'empire ottoman, les "Jeunes-Turcs" promeuvent une mythique "homogénéité biologique"

Au XIXe siècle, le multiculturalisme ottoman exhibé par les dirigeants turcs ne résiste pas à l'examen des conditions de vie des communautés qui composaient alors l'Empire. Certes, l'ensemble voit cohabiter, Grecs, Juifs, Kurdes, Arméniens et Turcs, aux confessions disparates, mais, malgré l'égalité formelle proclamée par les Tanzimat, c'est l'élément islamique qui domine. Jusqu'en 1909, l'armée ottomane d'ailleurs est exclusivement musulmane. Les communautés, dhimmis, compensent cette exonération du service militaire par des taxes. Pour s'être plaints de cette contribution forcée, les Arméniens subissent un premier massacre en 1894 qui provoque près de 300 000 morts. Ils sont aussi dépossédés de leur terre au profit des kurdes et des musulmans, notamment les muhadjir, ces « immigrés » revenus en Anatolie au fur et à mesure des pertes successives des territoires impériaux d'Europe. Les Turcs, une minorité ethnique parmi d'autres, envie la réussite économique et la vitalité culturelle des Arméniens. La revendication chrétienne de terre et d'égalité réelle est faussement prise par l'État comme un désir d'indépendance à l'instar des mouvements qui se sont produits en Grèce, ou en Bulgarie. Les agressions permanentes à l'encontre de la minorité arménienne rend illusoire tout vivre-ensemble. À l'issue du massacre de 20 000 Arméniens à Adana en 1909, beaucoup prennent le chemin de l'exil.

La révolution de 1908 a porté au pouvoir la génération dite Jeunes-Turcs désireuse d'enrayer le déclin de l'Empire ottoman. Nombre de ses dirigeants, officiers originaires de la Turquie d'Europe, portés par l'idéologie positiviste occidentale, rêvent de régénérer le pays par le progrès en revenant à une mythique homogénéité biologique anatolienne. Dans Trois façons de faire de la politique (1904), Akçura insiste sur la nécessité d'une unité raciale de la société. Après la défaite des Balkans en 1913, les Jeunes-Turcs transforment leur projet de turquification en néo-darwinisme social pour éradiquer les éléments syriaque et arménien. Il faut alors se débarrasser de ces obstacles à la pureté et de ces « menaces » pour la défense des marges orientales. « L'Homme malade de l'Europe » doit se purger de ses chrétiens pathogènes.

Face aux défaites, "l'ennemi de l'intérieur", exutoire de toutes les rancœurs

Humiliée par les défaites, l'opinion turque place le relèvement du pays dans l'armée ainsi propulsée au premier plan. L'ennemi de l'intérieur devient l'exutoire de toutes les rancœurs de la politique extérieure. Lorsque la guerre éclate en 1914, le pouvoir désigne les Arméniens comme des « traîtres » à la solde de leur ennemi russe. Après la défaite de Sarikamich en janvier 1915, les Jeunes Turcs décident, dès le 24 avril, de déporter puis d'exterminer des centaines de milliers d'Arméniens pour parvenir à leur réassemblage ethnique. Le consul Davis rapporte que dans des marchés aux enfants, « les Turcs ont fait leur choix parmi ces enfants et ces jeunes filles pour en faire des esclaves ou pire. Ils ont même amené leurs médecins pour examiner les jeunes filles les plus intéressantes et s'approprier les plus jolies. » Jusqu'en décembre 1916, le massacre fait 1,3 millions de victimes auxquelles s'ajoutent 250 000 Assyro-Chaldéens. La guerre ne fut qu'un accélérateur de la haine

antichrétienne des autorités.

L'intention génocidaire est indéniable. Elle relève d'un service du ministère de l'Intérieur qui supervise l'ingénierie de l'extermination. Il ne s'agit pas seulement d'une élimination d'un peuple réputé ennemi. La violence déployée a servi de catalyseur à l'élaboration d'une identité turque, exclusive de toute autre forme d'appartenance. En cela, les Arméniens ne devaient pas seulement disparaître du pays mais de la mémoire nationale en cours d'élaboration. Reconnaître la réalité du génocide revenait à admettre l'existence des Arméniens en tant que peuple. Le pouvoir va donc s'employer à la nier.

Pourtant, dès 1919, le nouveau pouvoir turc profite du départ des Jeunes Turcs pour juger les responsables espérant ainsi amadouer les grandes puissances afin d'éviter le dépeçage du pays. Quelques condamnations tombent. Kemal bey est exécuté après avoir lancé à la foule venue lui rendre hommage, « Vivent les musulmans et la Turquie. Mort aux Arméniens, ennemis perpétuels de l'empire. » La culpabilité de l'État n'est alors pas discutée. Mais le traité de Sèvres de 1920 et l'indifférence des opinions occidentales à ce massacre mettent fin aux poursuites. Il n'y a guère que Raphael Lemkin, l'inventeur du terme génocide, qui s'intéresse à la question mais sa voix est isolée.

L'histoire officielle insiste sur la trahison arménienne, les victimes musulmanes et le complot ourdi par l'Occident pour flétrir la mémoire collective

Le 50e anniversaire du crime mobilise l'opinion mondiale obligeant la Turquie à définir son interprétation des faits. Pour Ankara, les impératifs de guerre exigeaient le déplacement de populations en révoltes et prêtes à s'offrir à l'ennemi russe. Les exactions ne furent commises que par bandes armées irrégulières sans que l'État ne puisse les réfréner. Ce négationnisme court alors tout le siècle. Il faut attendre 1986 pour voir l'ONU reconnaître la réalité du massacre. Le Parlement européen lui emboîte le pas un an plus tard, la France, en 2001.

L'histoire officielle insiste sur la trahison arménienne, les victimes musulmanes et le complot ourdi par l'Occident pour flétrir la mémoire collective. Des intellectuels se sont dressés contre ce récit et l'ont parfois payé de leur vie comme Hrant Dink, assassiné en 2007. Oser aborder la question du génocide relève du crime antipatriotique. Les colloques qui s'y consacrent sont placés sous surveillance policière et des chercheurs sont poursuivis comme Pamuk, Nobel de littérature en 2006. L'ouverture complète des archives ferait sourdre les responsabilités d'un État qu'Erdogan ne veut pas exposer à la dénonciation internationale. La restriction de l'accès aux sources pour des raisons de sécurité nationale participe ainsi au déni des pouvoirs publics sur ces massacres.

La négation du crime s'est d'autant mieux sédimentée qu'elle a bénéficié de l'atonie occidentale. Parce que les grandes puissances avaient des intérêts dans le Proche et Moyen Orient, elles ont, au mieux, fermé les yeux, au pire, nié l'ampleur des massacres pour ne pas froisser un allié stratégique. Certes, la realpolitik dissocie toujours la portée morale d'un crime des intérêts géostratégiques qu'un État doit préserver. Or, dans le cas de ce génocide, la condamnation morale rejoignait ces préoccupations politiques mais les puissances ont cru tirer bénéfice de leur coupable silence.

La Turquie joue de sa position stratégique

En 1952, l'Alliance Atlantique fait de la Turquie son poste avancé face à l'Union soviétique sur les rives méditerranéennes et caucasiennes. Depuis 1991, la deuxième force militaire de l'OTAN est libre de jouer sa propre partition panturquiste à l'endroit des populations turcophones, ou supposés telles. Les rapports de voisinage sont presque tous conflictuels que ce soit avec l'Irak où ils redoutent la constitution d'un Kurdistan, avec la Syrie ou avec la Grèce dont le contentieux chypriote est à peine contenu par l'OTAN. Les États-Unis n'ont cessé, depuis 1959, de plaider la cause de l'intégration turque à l'Union européenne dont ils savent qu'elle la diviserait. Soucieux de conserver l'usage des bases militaires anatoliennes nécessaires aux théâtres d'opération au Moyen-Orient, les présidents américains ont évité, sauf Reagan en 1981, de parler de génocide pour ne pas irriter leur précieux partenaire.

Mais les temps semblent changer. Alors que nombre d'universitaires, y compris en Turquie, poussent les États à reconnaître la « Grande catastrophe », le Congrès américain vote une résolution en ce sens en 2019. La détérioration des relations avec Erdogan a convaincu Biden que le renoncement moral n'était pas gage d'efficacité politique. La prudence diplomatique états-unienne n'a pas empêché Ankara, au mépris des conventions de l'OTAN, de se fournir en système de défense S-400 auprès des Russes.

Plus profondément, la Turquie n'apparaît plus comme le levier démultiplicateur du soft power américain au Proche-Orient tant leurs intérêts stratégiques y divergent depuis 2003. Le rapprochement contre-nature de la Turquie et de la Russie, deux puissances qui n'ont cessé de s'affronter au cours de l'histoire, aggrave leur discordance de vues avec les Américains. Biden n'a, dès lors, plus de retenue face à celui qu'il qualifie d' « autocrate ». La reconnaissance présidentielle du génocide consacre le basculement des priorités américaines vers l'espace indo-pacifique. Biden aura donc passé son premier coup de fil pour lui annoncer la nouvelle. Pas sûr qu'Erdogan ne prenne son prochain appel...

5. Les Nouvelles d'Arménie

04 mai 2021

[L'administration américaine va continuer à fournir de l'aide militaire à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'administration américaine va continuer à fournir de l'aide militaire à Bakou

Joe Biden a informé le Congrès que l'administration prolongeait une dérogation autorisant l'aide américaine à l'Azerbaïdjan qui avait été restreinte en raison du conflit.

La dérogation s'applique à la section 907 de la loi sur le soutien à la liberté. Son renouvellement - qui a lieu chaque année depuis 2002 - permet aux États-Unis de fournir une assistance militaire à l'Azerbaïdjan tant que le secrétaire d'État certifie que cette assistance ne contribue pas au conflit dans la région.

Selon le site The Hill, le secrétaire d'État Antony Blinken a certifié dans une note au Congrès que cette assistance à l'Azerbaïdjan ne « saperait pas ou n'entraverait pas les efforts en cours pour négocier un règlement pacifique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ou ne serait pas utilisée à des fins offensives contre l'Arménie ».

M. Blinken a également certifié que la fourniture de l'aide américaine est « nécessaire pour soutenir les efforts des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme international ; ou est nécessaire pour soutenir la préparation des opérations des forces armées des États-Unis ou des partenaires de la coalition dans la lutte contre le terrorisme international ; ou est importante pour la sécurité des frontières de l'Azerbaïdjan. »

« La reconnaissance américaine du génocide arménien s'accompagne de responsabilités, dont celle de ne pas armer ou encourager l'Azerbaïdjan dans sa volonté d'accomplir ce crime », a déclaré le directeur exécutif de l'Armenian National Council of America, Aram Hamparian, dans un communiqué.

Toute action du président Biden qui autorise l'aide américaine au régime du président Aliiev va à l'encontre de sa position claire et, plus profondément, de l'esprit de sa récente reconnaissance du génocide arménien", a-t-il ajouté.

Tous les présidents US ont suspendu les sanctions de la section 907 depuis 2002

6. Les Nouvelles d'Arménie

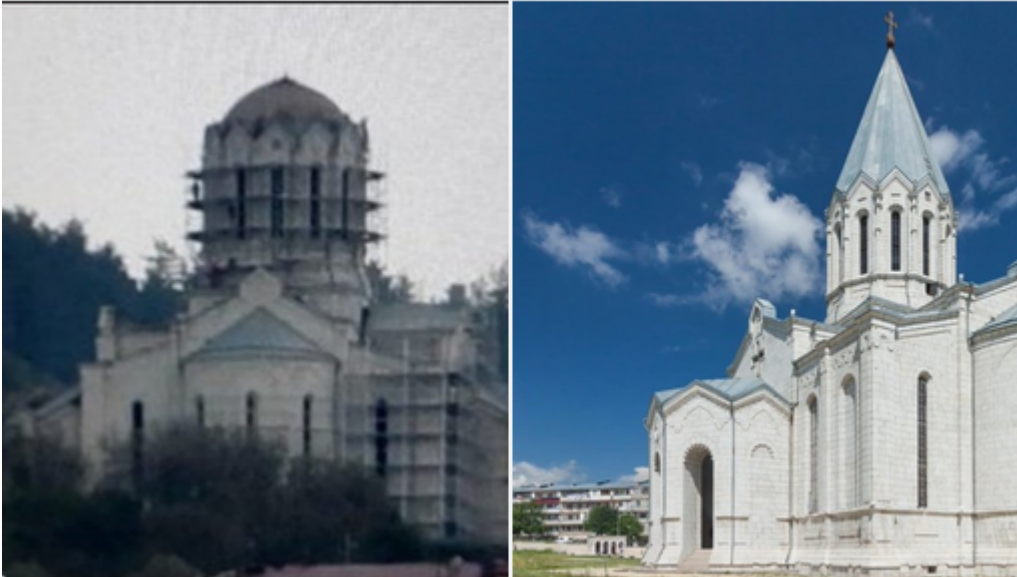
4 mai 2021

Sous couvert de travaux de rénovation l'Azerbaïdjan détruit la cathédrale arménienne Sourp

Ghazantchetsots de Chouchi selon Kegham Nazaryan



L'Azerbaïdjan ne peut sauvegarder les valeurs du patrimoine culturel d'un peuple contre lequel durant des années elle a mené une campagne de haine diffusée et entretenue par l'Etat. Affirmation de Kegham Nazaryan le défenseur des droits de l'homme en Artsakh. Sur sa page facebook Kegham Nazaryan est revenu sur « *les travaux de rénovation* » de la cathédrale Sourp Amenaprguitch de Chouchi.



« Sous le couvert de travaux de rénovation les Azéris profanent l'une des valeurs les plus importantes du patrimoine spirituel et culturel des Arméniens, la cathédrale Sourp Ghazantchetsots Amenaprguitch de Chouchi » écrit Kegham Nazaryan. Il ajoute « nous avons souvent vu comment l'Azerbaïdjan se comporte face aux valeurs du patrimoine culturel arménien et il est facilement compréhensible que sous l'appellation de travaux de restauration, ce qui se réalise. L'objectif est de supprimer les traces de la présence arménienne ».

Il rappelle les nombreux sites du patrimoine arménien qui furent vandalisés ou détruits par l'Azerbaïdjan sur le territoire de l'Artsakh. « Si l'Azerbaïdjan est réellement intéressée par la protection des valeurs du patrimoine culturel et spirituel arménien, pourquoi elle refuse jusqu'à présent l'arrivée dans la zone d'experts indépendants de l'UNESCO ? » questionne K. Nazaryan et demande aux organisations internationales une pression plus forte sur Bakou.

7. Les Nouvelles d'Arménie

4 mai 2021

[L'Azerbaïdjan s'apprete à construire une base militaire juste sur la \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Azerbaïdjan s'apprête à construire une base militaire juste

sur la frontière



Selon Sputnik Arménie, les Azerbaïdjanais ont apporté du matériel de construction au village de Khnatsakh dans la communauté élargie de Tegh situé dans la région du Syounik afin d'y construire une base militaire. L'information a été fournie par le chef de la communauté élargie de Tegh, Nerses Shadunts. Ce dernier précise que l'installation de cette base située de leur côté de la frontière nouvellement redéfini ne correspond pas aux accords qui ne prévoyaient que la pose de drapeaux en cette zone. Conséquence, la partie arménienne se préparerait à construire sa propre base sur son territoire, à une distance de 5 à 10 mètres. À part ce détail, la situation est calme...

PLUS D'INFOS SUR LE LIEN

[Խնածախ գյուղի գլխին ադրբեջանցիները հենակետեր են կառուցում. ինչպե՞ս են պատասխանելու հայերը \(armeniasputnik.am\)](https://armeniasputnik.am)

8. Les Nouvelles d'Arménie

3 mai 2021

[19 prisonniers de guerre arméniens torturés et tués - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

19 prisonniers de guerre arméniens torturés et tués

Des militaires azerbaïdjanais ont torturé et tué 19 prisonniers de guerre arméniens après la fin de la récente guerre du Haut-Karabakh, a déclaré Artak Zeynalyan, qui représente les intérêts des captifs et des prisonniers de guerre à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), sur les réseaux sociaux aujourd'hui.

« Lors de la deuxième guerre d'Artsakh déclenchée le 27 septembre 2020, ainsi qu'après la signature de l'accord trilatéral le 9 novembre 2020, des civils et des militaires arméniens ont continué à être capturés.

19 d'entre eux, qui ont comparu en captivité, ont été torturés et tués par les militaires azerbaïdjanais, ce qui est un crime militaire.

Nous avons fait appel à la Cour européenne des droits de l'homme sur les faits de torture et de meurtre de prisonniers de guerre, de personnes détenues », a déclaré Zeynalyan, publiant la liste de ces 19 personnes :

Civils

Eduard Shahgeldyan

Arsen Gharakhanyan

Benik Hakobyan

Elena Hakobyan

Serzhik Vardanyan

Ella Vardanyan

Genadi Petrosyan

Yurik Asryan

Misha Movsisyan

Anahit Movsisyan

Nina Davtyan

Misha Melkumyan

Militaires

Erik Mkhitaryan
Gagik Mkrtchyan
Arayik Poghosyan
Vardges Ghazaryan
Yuri Adamyan
Artur Manvelyan
Narek Babayan

9. Le Courrier d'Erevan

1 mai 2021

[Les efforts de la France pour la libération des prisonniers de guerre arméniens \(courrier.am\)](http://courrier.am)

Les efforts de la France pour la libération des prisonniers de guerre arméniens

La France s'est jointe aux efforts internationaux pour obtenir la libération des soldats et civils arméniens restés en captivité en Azerbaïdjan, a déclaré vendredi l'ambassadeur de France en Arménie Jonathan Lacote.

Il a fait savoir que la question figurait à l'ordre du jour de l'appel téléphonique du président français Emmanuel Macron avec le président russe Vladimir Poutine le 26 avril. « *Il y a une intensification des processus, qui d'une part est liée au 24 avril [anniversaire du génocide arménien] et d'autre part au fait qu'il n'y a pas de progrès sur les prisonniers arméniens et d'autres questions* », a-t-il déclaré. .

« *L'objectif est d'intensifier les travaux du groupe de Minsk de l'OSCE* », a déclaré M. Lacote. « *La Russie fait évidemment partie de ce processus parce que Moscou est présent au Karabagh, et l'objectif est la reprise d'un processus politique pour que les questions qui n'ont pas été réglées par le document du 9 novembre soient discutées.* »

« *Nous avons un cessez-le-feu, ce qui est une réalisation importante, mais il y a aussi de nombreuses questions non résolues qui doivent être abordées dans le format du Groupe de Minsk* », a souligné l'envoyé, ajoutant que la libération inconditionnelle des prisonniers

arméniens en fait partie.

10.Le Corrier d'Erevan

3 mai 2021

[Le Parlement n'a pas élu Nikol Pachinyan premier-ministre \(courrier.am\)](https://www.courrier.am)

Le Parlement n'a pas élu Nikol Pachinyan premier-ministre

Le Parlement arménien n'a pas élu Nikol Pashinyan premier-ministre lors du premier vote, ce matin. Le vote était nécessaire dans le cadre de la préparation des élections anticipées.

La procédure avait un caractère strictement formel, car Nikol Pashinian était le seul candidat présenté. Il a reçu une voix pour et trois contre sur un total de 75 députés présents.

Le parti Arménie prospère, la deuxième force du Parlement arménien, a boycotté ce vote.

Pour rappel : le premier-ministre arménien Nikol Pashinyan a démissionné le 25 avril dernier afin d'ouvrir la porte aux élections législatives anticipées. Selon la Constitution arménienne, à l'issue de deux votes infructueux pour l'élection d'un premier-ministre, le Parlement est dissout, et des élections anticipées sont proclamées.

Le second vote doit intervenir d'ici une semaine.

11.Les Nouvelles d'Arménie

04 mai 2021

La 102^e base de l'armée russe stationnée en Arménie a

installé 2 centres de contrôle dans le Syunik, région sud de l'Arménie

La Russie a installé 2 centres de contrôle militaire dans la région de Syunik au sud de l'Arménie. Ce sont les soldats russes de la 102^e armée base russe de Gumri (Arménie) qui seront installés sur ces points militaires de contrôle. C'est l'ex-Premier ministre Nikol Pachinian qui a annoncé cette information lors d'une séance à l'Assemblée nationale d'Arménie. Selon N. Pachinian la création de ces deux points de contrôle russe assureront davantage la sécurité dans la région de Syunik.

Ce déploiement des forces russes au sud de l'Arménie est en lien avec l'accord militaire de défense signé entre l'Arménie et la Russie a indiqué N. Pachinian. La Russie devant assurer la sécurité de l'Arménie suite au traité militaire conclu entre Erévan et Moscou jusqu'en 2044.

Krikor Amirzayan

12.Les Nouvelles d'Arménie

4 mai 2021

[A Gumri, Lilit Khatchartyan \(39 ans\) a donné naissance à son 13e enfant qui \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

A Gumri, Lilit Khatchartyan (39 ans) a donné naissance à son 13^e enfant qui prit le prénom de Missak, un cousin héros tombé à 19 ans lors de la guerre de l'Artsakh



La famille Khatchatryan à Gumri s'est agrandie. Lilit Khatchartyan (39 ans) a donné naissance à son 13^e enfant. Un garçon pesant 3,100 kg. Actuellement les Khatchatryan ont 6 filles et 7 garçons. Une famille dont trois enfants ont déjà choisi la voie de la musique, de la peinture et de dentiste. Les autres sont encore jeunes pour décider. Le 13^e enfant a été nommé Missak en l'honneur d'un cousin tombé en héros lors de la guerre de 44 jours en Artsakh. Missak était tombé à 19 ans sur le mont Ara dans les batailles de la région de Djbrayil. Son corps avait été retrouvé plusieurs mois après la guerre de l'Artsakh et authentifié par les traces ADN. Ce héros qui avait deux sœurs était l'unique garçon de la famille.

Lilit ne travaille pas, son mari est un ouvrier spécialisé. Ils vivent normalement, modestement. Lilit désire que le gouvernement aide davantage les familles nombreuses et les aide dans leur problème de logement.

Lilit Khatchatryan qui a 13 enfants appelle les femmes arméniennes à donner davantage de naissances pour compenser les jeunes soldats Arméniens morts lors de la guerre de l'Arstakh. En tenant son nouveau-né dans ses bras, Lilit Khatchatryan veut accomplir son rêve...avoir un 14^e enfant...
